

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Décret du 2 février 1973 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage de centres radio-électriques.

Par décret en date du 2 février 1973, sont approuvés les plans fixant les limites de la zone secondaire de dégagement instituée autour des centres radio-électriques suivants (1) :

NOM DU CENTRE	NUMÉRO DES PLANS
Sète, Mont-Saint-Clair.....	758/369
Ax-les-Thermes-ville.....	758/410
Ax-les-Thermes, Le Saquet.....	758/411

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 24 du code des postes et télécommunications.

La partie la plus haute des obstacles, fixes ou mobiles, créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes indiquées sur les plans.

(1) Les plans pourront être consultés à la direction régionale de l'Office de radiodiffusion-télévision française, à Toulouse, La Cépière, 31076 Toulouse CEDEX.

Missions auprès de préfets de région.

RÉGION BASSE-NORMANDIE

Par arrêté du Premier ministre en date du 30 janvier 1973, est nommé, en qualité de chargé de mission à temps partiel auprès du préfet de la région Basse-Normandie : M. Jean-Loup Picard, ingénieur des mines.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} décembre 1972.

RÉGION POITOU-CHARENTES

Par arrêté du Premier ministre en date du 30 janvier 1973, est nommé en qualité de chargé de mission à temps partiel auprès du préfet de la région Poitou-Charentes : M. Jean Rouvier, ingénieur des mines.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} décembre 1972.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Décret portant nomination d'un inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Par décret du Président de la République en date du 9 février 1973, M. Bracq (Julien), inspecteur principal de la jeunesse et des sports, est nommé inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Application du décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique et sportif et les écoles où s'exerce cette profession ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 72-697 du 28 juillet 1972 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;
Vu l'arrêté du 28 juin 1972 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La formation commune prévue à l'article 1^{er} du décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif est soumise aux règles déterminées ci-après.

La formation spécifique prévue à l'article 1^{er} du décret n° 72-490 susvisé sera soumise aux règles établissant les conditions de déroulement des épreuves techniques et pédagogiques qui seront précisées dans des arrêtés relatifs à chaque discipline sportive concernée.

TITRE I^{er}

Formalités d'inscription.

Art. 2. — Les candidats aux épreuves des examens institués par l'alinéa 1 de l'article 1^{er} susvisé doivent obligatoirement satisfaire aux conditions suivantes lors de leur inscription :

1° Etre âgés de dix-huit ans au 1^{er} janvier de l'année de l'examen pour se présenter aux épreuves du premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

2° Etre titulaires depuis deux ans au moins du premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif pour se présenter aux épreuves du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

3° Etre titulaires depuis quatre ans au moins du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif pour se présenter aux épreuves du troisième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif.

Art. 3. — Pour faire acte de candidature aux épreuves des brevets d'Etat créés par le présent arrêté, les intéressés doivent adresser au directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs, deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen, un dossier comprenant les pièces suivantes :

1° Une demande d'inscription aux épreuves du brevet d'Etat effectuée sur papier libre et accompagnée de deux photographies d'identité ;

2° Un extrait d'acte de naissance ou une fiche d'état civil datant de moins de trois mois ;

3° Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

4° Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement du sport datant de moins de trois mois, spécifiant éventuellement les sports contre-indiqués ;

5° Une copie certifiée conforme ou une photocopie du premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif, pour s'inscrire aux épreuves du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

6° Une copie certifiée conforme ou photocopie du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif pour s'inscrire aux épreuves du troisième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

7° Une autorisation parentale pour les candidats n'ayant pas atteint la majorité légale ;

8° Une photocopie du brevet de secourisme délivré par la protection civile.

TITRE II

Nature des épreuves.

Art. 4. — Les candidats au brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré devront satisfaire à des épreuves écrites et orales faisant partie d'un tronc commun à l'ensemble des disciplines sportives.

Les candidats devront satisfaire à des épreuves écrites :

a) Portant sur le sport, l'éducation sportive ou l'entraînement sportif (coefficient 1 ; durée : deux heures) ;

b) Portant sur les sciences biologiques et sur les sciences humaines (coefficient 1 ; durée : deux heures).

Les candidats devront satisfaire à des épreuves orales comprenant :

a) Une interrogation permettant de mettre en relief chez le candidat la connaissance d'un certain nombre de notions de pédagogie générale (coefficient 1) ;

b) Une interrogation portant sur l'organisation administrative du sport français (coefficient 1).

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble des épreuves écrites et orales une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 seront proposés à l'admission définitive aux épreuves du tronc commun et recevront une attestation de réussite valable pour l'ensemble des disciplines sportives.

Art. 5. — Les candidats aux épreuves du tronc commun du brevet d'Etat d'éducateur sportif du deuxième degré devront satisfaire à des épreuves écrites et orales.

Les épreuves écrites comprennent :

- a) Un commentaire de texte à caractère sportif permettant de juger des qualités de rédaction, de réflexion et de synthèse du candidat (coefficient 2 ; durée : trois heures) ;
- b) Une composition d'une durée de trois heures portant sur les sciences biologiques et sur les sciences humaines (coefficient 2).

Les épreuves orales comprennent :

- a) Une interrogation portant sur l'organisation sportive internationale (C. I. O., fédérations internationales, etc.) et sur la législation et l'administration du sport français (coefficient 2) ;
- b) Une interrogation portant sur les sciences humaines (psychologie, relations humaines, connaissance des milieux) et sur les sciences biologiques (coefficient 1).

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble des épreuves écrites et orales une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 sont proposés à l'admission définitive aux épreuves du tronc commun et recevront une attestation de réussite valable pour l'ensemble des disciplines sportives.

Art. 6. — Les candidats aux épreuves du tronc commun du brevet d'Etat d'éducateur sportif du troisième degré devront satisfaire à des épreuves comprenant :

- a) Un mémoire :

Le sujet du mémoire devra être déposé deux mois au moins avant la date pour la soutenance. Il portera sur un sujet ayant trait aux sciences de l'éducation, aux sciences biologiques ou aux sciences humaines appliquées à la discipline choisie en option.

La note du mémoire est affectée du coefficient 4.

Toute note de mémoire inférieure à la moyenne est éliminatoire. Toute note de mémoire égale ou supérieure à la moyenne est acquise à titre définitif.

- b) Une interrogation de langue vivante étrangère :

L'épreuve de langue vivante étrangère consiste en une traduction d'un texte à caractère sportif (durée : une heure) suivie d'un entretien (coefficient 1).

Toute note de langue vivante inférieure à 5 sur 20 est éliminatoire.

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble des épreuves écrites et orales une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 sont proposés à l'admission définitive aux épreuves du tronc commun et recevront une attestation de réussite valable pour l'ensemble des disciplines sportives.

TITRE III

Dispositions générales.

Art. 7. — Les épreuves du tronc commun des brevets d'Etat visés à l'article 1^{er} du présent arrêté sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5 sur 20 peut être déclarée éliminatoire après délibération spéciale du jury. Toutes les copies sont soumises à une double correction.

Art. 8. — Les candidats aux épreuves du tronc commun des brevets d'Etat du premier et du deuxième degré peuvent demander à subir une épreuve facultative destinée à vérifier leur connaissance d'une langue vivante étrangère.

Les candidats aux épreuves du tronc commun des brevets d'Etat du troisième degré pourront demander à subir une épreuve facultative destinée à vérifier leur connaissance d'une langue vivante étrangère autre que celle faisant l'objet des épreuves obligatoires définies à l'article 6 du présent arrêté.

Pour ces épreuves facultatives de langue vivante étrangère, seuls seront pris en compte les points obtenus au-dessus de la moyenne.

Art. 9. — En aucun cas un candidat ne peut se présenter à plus de deux sessions par an.

Art. 10. — Les épreuves du tronc commun et celles de l'option spécifique peuvent être présentées à des sessions différentes, sous réserve des dispositions de l'article 9 susvisé. Les candidats ayant satisfait aux épreuves de formation commune et de formation spécifique propres à chaque degré sont déclarés définitivement admis au degré correspondant au brevet d'Etat d'éducateur sportif avec l'indication de la discipline choisie à l'occasion des épreuves de la formation spécifique.

Art. 11. — Sur proposition des jurys, le ministre chargé des sports arrête la liste des candidats définitivement admis.

Art. 12. — Des arrêtés d'application du décret n° 72-490 du 15 juin 1972 susvisé détermineront les conditions dans lesquelles certaines équivalences pourront être reconnues pour les épreuves du tronc commun du brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré ainsi que les équivalences de titres admises avec les brevets d'Etat d'éducateur sportif à trois degrés pour les titulaires de brevets sportifs obtenus pour chaque discipline sportive avant le 1^{er} janvier 1974 susvisé. Il pourra également être accordé des mesures transitoires pour une période ne dépassant pas sept ans à partir de la publication du présent arrêté.

Art. 13. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 décembre 1972.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et sportive,
MARCEAU CRÉSPIN.

MINISTÈRE D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

Régies d'avances.

Par arrêté du 31 janvier 1973 et pour compter du 1^{er} janvier 1973, la régie d'avances instituée auprès de l'établissement central du commissariat de l'air n° 797, à Chamalières (Puy-de-Dôme), est supprimée.

Commission de terminologie.

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale,

Vu le décret n° 72-19 du 7 janvier 1972 relatif à l'enrichissement de la langue française,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé, auprès de l'administration centrale du ministère d'Etat chargé de la défense nationale, une commission de terminologie. Elle a pour mission :

- D'établir et de tenir à jour un inventaire des lacunes des vocabulaires français de la défense nationale et des impropriétés couramment constatées dans l'emploi de ces vocabulaires ;
- De proposer les termes nécessaires soit pour désigner une réalité nouvelle, soit pour remplacer des emprunts indésirables aux langues étrangères ;
- De proposer, dans son domaine, toutes mesures propres à faciliter l'action du Haut Comité pour la défense et l'expansion de la langue française.

Art. 2. — La commission est composée :

1° Du président, du rapporteur général et d'un membre nommés par le ministre.

2° De dix membres de droit qui représentent respectivement l'une des autorités suivantes :

- Le secrétaire général de la défense nationale ;
- Le délégué ministériel pour l'armement ;
- Le chef d'état-major des armées ;
- Le secrétaire général pour l'administration ;
- Le chef d'état-major de l'armée de terre ;
- Le chef d'état-major de la marine ;
- Le chef d'état-major de l'armée de l'air ;
- Le chef du contrôle général des armées ;
- Le chef du service d'information et des relations publiques des armées ;
- Le directeur du centre de prospective et d'évaluations.

En outre, le président peut appeler à siéger comme membre toute personne ayant l'une des qualifications prévues par l'article 3 du décret n° 72-19 du 7 janvier 1972 susvisé, dont il juge la collaboration nécessaire aux travaux de la commission. Le nombre de ces membres occasionnels est limité à trois par séance de la commission délibérant sur un même objet.

Art. 3. — Tous les membres de la commission siègent avec voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 4. — Le secrétariat de la commission est assuré par le centre des hautes études militaires.

Art. 5. — Un règlement intérieur détermine les méthodes de travail de la commission. Il fixe la périodicité des réunions. Il prévoit la formation de sous-commissions ou groupes de travail spécialisés, éventuellement assistés d'experts. Il arrête les mesures nécessaires à la continuité de la participation des autorités, services ou organismes représentés.

Art. 6. — La commission établit un rapport annuel d'activité, sans préjudice des rapports particuliers qu'elle peut présenter sur les sujets de sa compétence, à son initiative ou sur la demande du ministre.

Art. 7. — A compter de la publication du présent arrêté, il sera mis fin à l'activité des autres commissions ou groupes de travail chargés au sein du ministère de travaux relatifs à la terminologie.

Les archives de la commission du vocabulaire militaire et de la commission des constructions aéronautiques seront remises au secrétariat de la nouvelle commission de terminologie.

Art. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 février 1973.

MICHEL DEBRÉ.